

Tandis que l'URSS enregistrait de sérieux succès dans l'industrialisation socialiste du pays et développait son industrie à une cadence accélérée, on vit éclater fin 1929 dans les pays du capitalisme, pour s'aggraver encore dans les trois années qui suivirent, une crise économique mondiale sans précédent par sa force de destruction. La crise industrielle se compliqua d'une crise agraire, ce qui aggrava encore la situation des pays capitalistes. Ainsi apparut une fois de plus la supériorité de l'organisation socialiste de l'économie sur l'organisation capitaliste. Ainsi il fut prouvé que le pays du socialisme est le seul pays du monde qui ignore les crises économiques.

La crise économique mondiale aggrava encore les antagonismes entre les Etats impérialistes, entre pays vainqueurs et pays vaincus, entre Etats impérialistes et pays coloniaux et dépendants, entre ouvriers et capitalistes, entre paysans et grands propriétaires fonciers. Le camarade Staline disait, dans le rapport du Comité central au XVI^e congrès du Parti, que la bourgeoisie chercherait une issue à la crise économique, d'une part en matant la classe ouvrière par l'établissement de la dictature fasciste, c'est-à-dire des éléments capitalistes les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes ; d'autre part en déclenchant la guerre pour la redistribution des colonies et des zones d'influence au détriment des pays mal défendus. C'est bien ce qui se produisit.

La crise qui se prolongeait dans l'industrie et dans l'agriculture, le chômage massif et la situation de plus en plus précaire des classes non possédantes, avaient accru le mécontentement des ouvriers et des paysans. Ce mécontentement se transformait en une indignation révolutionnaire de la classe ouvrière. Il s'accroissait particulièrement en Allemagne, pays économiquement épuisé par la guerre, par les contributions payées aux vainqueurs anglo-français et par la crise économique ; pays où la classe ouvrière gémissait sous le joug de sa propre bourgeoisie et de la bourgeoisie étrangère, anglo-française. C'est ce qu'attestèrent les six millions de voix recueillies par le Parti communiste allemand, lors des élections au Reichstag qui précédèrent l'arrivée des fascistes au pouvoir. La bourgeoisie allemande voyait que les libertés démocratiques bourgeoises qui subsistaient dans le pays pouvaient lui jouer un mauvais tour ; que la classe ouvrière pouvait profiter de ces libertés pour développer le mouvement révolutionnaire. Aussi avait-elle décidé que pour maintenir son pouvoir en Allemagne, il n'y avait qu'un seul moyen : anéantir les libertés bourgeoises, réduire à zéro le Parlement et instaurer une dictature terroriste de la bourgeoisie nationaliste, dictature qui pût écraser la classe ouvrière et prendre appui dans les masses petites-bourgeoises éprises de revanche. La bourgeoisie allemande appela au pouvoir le parti fasciste qui, pour tromper le peuple, s'intitule parti national-socialiste : elle savait parfaitement que ce parti est d'abord une fraction de la bourgeoisie impérialiste, fraction la plus réactionnaire et la plus hostile à la classe ouvrière et, en second lieu, le parti le plus revanchard, capable d'entraîner derrière lui la grande masse de la petite bourgeoisie à tendance nationaliste. En cela, la bourgeoisie fut secondée par les traîtres à la classe ouvrière, les leaders de la social-démocratie allemande qui, par leur politique de conciliation, avaient frayé la voie au fascisme.

....

L'adhésion massive des paysans aux kolkhoz en 1929-1930 fut le résultat de toute l'activité antérieure du Parti et du gouvernement. L'essor de l'industrie socialiste, qui avait commencé la fabrication en grand des tracteurs et des machines pour l'agriculture ; la lutte décisive contre les koulaks lors des campagnes de stockage en 1928 - 1929 ; le progrès de la coopération agricole, qui habitua peu à peu le paysan à l'économie collectivisée, l'expérience concluante des premiers kolkhoz et sovkhoz, tout cela avait préparé le passage à la collectivisation intégrale, l'adhésion des paysans aux kolkhoz, par villages, par rayons, par arrondissements entiers. Le passage à la collectivisation intégrale ne s'opérait pas par la simple et pacifique adhésion des masses essentielles de la paysannerie aux kolkhoz, mais à travers une lutte de masse des paysans contre les koulaks. La collectivisation intégrale signifiait que toutes les terres du village devaient passer au kolkhoz ; or une partie notable de ces terres étaient détenues par les koulaks. C'est pourquoi les paysans les chassaient de la terre, les dépossédaient, leur enlevaient le bétail et les machines ; ils exigeaient du pouvoir soviétique que les koulaks fussent arrêtés et expulsés. C'est ainsi que la collectivisation intégrale signifia la liquidation des koulaks. (...). A cette époque, l'U.R.S.S. possédait déjà une base matérielle suffisante pour en finir avec les koulaks, pour briser leur résistance, les liquider en tant que classe, et remplacer leur production par celle des kolkhoz et des sovkhoz.